

Eclairage



PATRICK VINCENT
PROFESSEUR DE LITTÉRATURE ANGLAISE
ET AMÉRICAINE À L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

RÉFLÉCHIR AU COÛT DE L'UNIVERSITÉ

Au lendemain de la rentrée universitaire, environ 168 000 étudiants viennent de s'acquitter de leurs frais de scolarité. Ceux-ci restent bas par rapport aux États-Unis, où, mis à part dans les community colleges, on doit déboursier entre 25 000 et 60 000 francs par an. Or, la tentation est grande de vouloir combler les déficits de l'Etat et de répondre à l'inflation en augmentant les taxes d'études, surtout lorsque les universités outre-Atlantique caracolent en tête des classements.

En réalité, l'éducation supérieure aux USA traverse une crise grave, notamment due aux taxes trop élevées. Beaucoup de lycéens s'interrogent sur la nécessité d'obtenir un diplôme: en 2021, ils étaient 62% à s'y lancer,

contre 70% en 2016. Cette baisse a eu comme corollaire la fermeture de dizaines d'institutions et de centaines de départements, en particulier dans les sciences humaines, jugées moins lucratives. Et si les diplômés continuent de gagner plus que les non-diplômés, la différence s'est largement estompée à cause de l'endettement stratosphérique des ménages: 71% des universitaires sont obligés de prendre des emprunts contre 13% en Suisse, pour une dette totale de 1,4 milliard.

On doit cette situation aux coupes drastiques dans les budgets publics depuis 1980, et donc à une privatisation de la dette. Menée au nom de l'égalité des chances, elle a eu l'effet contraire, comme l'a récemment dé-

montré l'abrogation par la Cour suprême du système de discrimination positive. Celle-ci a révélé une autre forme de discrimination: les universités d'élite acceptent en priorité les enfants d'anciens, capables de payer le prix plein. La Grande-Bretagne a aussi libéralisé ses hautes écoles mais plafonne pour l'instant les frais pour les résidents à 10 300 francs. Elle profite du fait que les non-résidents paient le double (pratique que la Suisse rechigne à appliquer) pour admettre beaucoup plus de non-Européens, Chinois en tête, qui représentent jusqu'à 50% du corps étudiant dans certains établissements. Cet apport de matière grise et d'argent est une manne, mais limite les places dévolues aux Britanniques.

En Suisse, les taxes d'études ne représentent qu'une fraction des coûts réels, qui varient entre 9000 et 50 000 francs par an selon la formation. Mais avant de les augmenter, on doit considérer le coût de la vie, qui oblige deux-tiers des étudiants à exercer une activité rémunérée de plus de 40%, et un peu moins de la moitié à vivre chez leurs parents, limitant la mobilité. Il faut également prendre en compte le fait que le nombre d'étudiants dont les parents ne sont pas titulaires d'un diplôme universitaire a baissé depuis 2013, mettant à mal la fonction d'ascenseur social des hautes écoles. Surtout, on devrait étudier le modèle anglo-américain, qui montre aujourd'hui les limites de l'éducation comme bien privé.



LE CLIN D'ŒIL DE LA LECTRICE

Une vue saisissante sur le Littoral depuis les Rochers de Tablettes.

Photo envoyée par Valérie Surdez, Fontainemelon.

COURRIER DES LECTEURS

Non-aménagements pour personnes à mobilité réduite

ACCESSIBILITÉ AUX ALENTOURS DE LA GARE DE NEUCHÂTEL

Citoyens à mobilité réduite, vous n'êtes pas les bienvenus sur l'esplanade de la gare!

Sous l'ancien régime urbain, nous autres conducteurs à mobilité réduite trouvions toujours une place de parcage dans un rayon qui nous permettait d'aller aisément accueillir des visiteurs arrivant, voire de faire quelques achats à la gare.

Depuis la révolution d'avril, c'est le Bronx! Dans un premier temps, plus de places «handicapés», puis, retour surprise de deux places face à la boulangerie, hélas supplantées d'un jour à l'autre par un espace réservé aux «livraisons».

Dès lors – sauf si on se considère comme un «paquet» qu'on livre soi-même à la gare – plus aucun moyen de parquer pour nous rendre en ce lieu.

Déjà qu'on impose aux résidents de l'ouest de la ville de polluer sur deux kilomètres de plus pour aller à la gare, c'est à n'y plus rien comprendre!

Où allons-nous? En tout cas pas à la gare!

P.S.: Hélas, le feuilleton continue, mais la place pour handicapés surgie du néant évoqué ci-dessus est bien malaisée à trouver. De plus, si elle est occupée, elle impose un retour en ville...! Cherchez l'erreur!

JEAN-PIERRE JELMINI, NEUCHÂTEL

POINT DE VUE



Jouer gratis?

SELIM KRICHANE, DIRECTEUR DU MUSÉE SUISSE DU JEU

Le jeu, du fait de sa nature improductive et libre, est une activité gratuite. On peut jouer en tout temps et en tout lieu, en se limitant à un matériel rudimentaire, voire inexistant: les plateaux de jeu de l'Antiquité étaient souvent tracés dans le sable, pratique que l'on retrouve encore aujourd'hui dans de nombreux pays. Le jeu libre des enfants illustre bien la liberté infinie qu'autorise l'acte de «jouer».

Mais le jeu, c'est aussi une industrie mondialisée qui produit et qui vend des jeux à des centaines de millions de personnes. L'activité de jeu reste improductive et libre, mais elle passe par un acte d'achat, qu'il s'agisse d'une boîte de jeu de société dans une boutique spécialisée, ou d'un jeu

vidéo sur une plateforme de vente en ligne. Dans ce contexte, on paye avant de jouer, au même titre que l'on achète son ticket de cinéma.

Et pourtant, dans le monde du jeu vidéo, le modèle économique du «jeu gratuit» (en anglais, «free-to-play») a pris son essor depuis une dizaine d'années. Tant et si bien que ces jeux sont aujourd'hui majoritaires sur les plateformes de vente auxquelles parents et

enfants accèdent depuis leurs téléphones portables. Or, ces jeux dits «gratuits» ne le

sont jamais vraiment. Si ce modèle de vente est largement plébiscité par les gros éditeurs, c'est précisément parce que ces jeux rapportent plus que des jeux «payants»! Pour ce faire, les éditeurs et concepteurs ont développé de nombreuses ruses afin d'inciter l'achat après l'installation, à travers divers mécanismes de microtrans-

actions, d'achats intégrés ou de publicités. L'entrée dans le jeu est donc gratuite, mais la sortie est payante.

J'ai deux enfants avec qui j'ai le plaisir de partager ma passion pour le jeu. L'une des règles importantes que je leur transmets consiste à éviter les jeux vidéo gratuits. Souvent, la volonté de «faire payer» à retardement amène les concepteurs à tordre le cou à l'expérience ludique, à tromper son improductivité, à orienter ses mécanismes au profit de l'achat compulsif.

Si tous les jeux vidéo gratuits ne représentent pas le même danger, s'en méfier constitue un acte de prudence.

Pour que le jeu reste gratuit, il vaut mieux payer l'entrée.

Les éditeurs et concepteurs ont développé de nombreuses ruses afin d'inciter l'achat après l'installation, à travers divers mécanismes de microtransactions, d'achats intégrés ou de publicités.